



TERRITOIRE
PAYS
DE MARTIGUES
—

Recueil des Actes Administratifs 2021

Les Délibérations
Conseil du 30 Septembre 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de
Martigues

SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le 30 du mois de **Septembre** à 17 Heures 30 le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

Etaient présents :

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICA**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Vincent **GOYET**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**

Excusé avec pouvoir

M. Gérard **FRAU** - Pouvoir donné à M. Gaby **CHARROUX**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Laurent **BELSOLA** a été désigné **secrétaire de séance**.

**1. N°2021-018-Budget principal –
Adoption du Budget Supplémentaire
2021 de l'Etat Spécial de Territoire**

Rapporteur : M. Gaby **CHARROUX**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de Budget Supplémentaire 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Budget Principal) est établi selon l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1er janvier 2016.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues doit adopter son Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé que le Conseil de Territoire, approuve le Budget Supplémentaire de l'Etat

Spécial du Territoire du Pays de Martigues comme suit :

Territoire	Fonctionnement	Investissement	Total
Territoire du Pays de Martigues	Dép : 230 000 € Rec : 230 000 €	Dép : 0 € Rec : 0 €	230 000 € 230 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n°2015-1520 du 23 Novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;
- La délibération n°2020-028 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 9 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues arrêté aux chiffres suivants :

Territoire	Fonctionnement	Investissement	Total
Territoire du Pays de Martigues	Dép : 230 000 €	Dép : 0 €	230 000 €
	Rec : 230 000 €	Rec : 0 €	230 000 €

Article 2 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

2. N°2021-019-Attribution d'une aide financière à la SAS SERPENT pour l'implantation d'une série audiovisuelle internationale

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel.

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font

du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, compte tenu de ses compétences déléguées par le Conseil de la Métropole, poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer à la SAS Serpent, en complément de l'aide de 100 000 euros obtenue de la Région par délibération n° 21-237 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 23 avril

2021, une aide financière d'un montant de 60 000 euros pour l'implantation d'une série audiovisuelle internationale « Serpent Queen », dont le tournage est en grande partie réalisé sur le territoire du Pays de Martigues.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la préparation, le tournage ou la post-production de la série ayant commencé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver les conventions entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la SAS Serpent relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la SAS Serpent sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2021, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 21-237 du 23 avril 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 100 000 euros à la SAS Serpent pour l'implantation d'une série audiovisuelle internationale « Serpent Queen » ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée au Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence par la SAS Serpent le 29 juin 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, compte tenu des compétences qui lui sont déléguées par le Conseil de la Métropole, poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que la SAS Serpent a sollicité une aide financière de la Région et du Conseil de Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'implantation d'une série audiovisuelle internationale « Serpent Queen » ;
- Que pour ce projet, la SAS Serpent a obtenu une aide de la Région d'un montant de 100 000 euros ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAS Serpent relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, l'attribution d'une aide financière d'un montant de 60 000 euros (soixante mille euros) à la SAS Serpent pour l'implantation d'une série audiovisuelle internationale « Serpent Queen ».

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAS Serpent pour l'implantation d'une série audiovisuelle internationale « Serpent Queen ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2021, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

3. N°2021-020-Attribution d'une aide financière à la société DOMINO FILMS pour la production d'un long métrage de fiction

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel.

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement

exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer, en complément de l'aide de 180 000 euros obtenue de la Région par délibération n° 21-237 du 23 avril octobre 2021, une aide financière d'un montant de 30 000 euros à la

société Domino Films pour la production du long métrage de fiction Youssef Salem a du succès.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant terminé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la société Domino Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Domino Films sera imputé au budget de l'Etat spécial du Territoire du Pays de Martigues 2021, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant

approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;

- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 21-237 du 23 avril octobre 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 180 000 euros à la société DOMINO FILMS pour la production du long métrage de fiction Youssef Salem a du succès ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée au Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence par Domino Films le 20 juillet 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérait

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, compte tenu des compétences qui lui sont déléguées par le Conseil de la Métropole, poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que la société Domino Films a sollicité une aide financière de la Région et du Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long métrage de fiction Youssef Salem a du succès ;
- Que pour ce projet, la société Domino Films a obtenu une aide de la Région d'un montant de 180 000 euros ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Domino Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1:

Est approuvée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier, délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, l'attribution d'une aide financière d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros) à Domino Films pour la production du long métrage de fiction Youssef Salem a du succès.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues -

Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Domino Films pour la production du long métrage de fiction Youssef Salem a du succès.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2021, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

4. N°2021-021-Attribution d'une aide financière à la société BAGAN FILMS pour la production d'un court métrage de fiction

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel.

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer, en complément de l'aide de 25 000 euros obtenue de la Région par délibération n° 21-237 du 23 avril octobre 2021, une aide financière d'un montant de 10 000 euros à la société BAGAN FILMS pour la production du court métrage de fiction Mercure.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant terminé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la société Bagan Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Bagan Films sera imputé au budget de l'Etat spécial du Territoire du Pays de Martigues 2021, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;

- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 21-237 du 23 avril octobre 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 25 000 euros à la société Bagan Films pour la production du court métrage de fiction Mercure ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée au Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence par Bagan Films le 20 juillet 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du

Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;

- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, compte tenu des compétences qui lui sont déléguées par le Conseil de la Métropole, poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que la société Bagan Films a sollicité une aide financière de la Région et du Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage de fiction Mercure ;
- Que pour ce projet, la société Bagan Films a obtenu une aide de la Région d'un montant de 25 000 euros ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Bagan Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier, délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, l'attribution d'une aide financière d'un montant de 10 000 euros (dix mille euros) à Bagan Films pour la production du court métrage de fiction Mercure.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Bagan Films pour la production du court métrage de fiction Mercure.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2021, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

5. N°2021-022-Attribution d'une subvention spécifique à l'Association Française du Cinéma Indépendant (A.F.C.I.) au titre de l'exercice 2021

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, de contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'échelle du Pays de Martigues, la filière s'appuie sur des outils structurants, avec un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias). Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité,

VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues qui accueille près de 130 tournages par an, a mis en place des outils

dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, leur permettant ainsi de participer à son développement.

Compte tenu de la politique d'actions menées en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel qu'il met en place en direction des professionnels et de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association AFCI, association loi 1901, organise du 18 au 21 novembre 2021 à Saint-Mitre-les-Remparts, la 6^{ème} édition du festival international SMR13. Le festival a pour objet de promouvoir le cinéma indépendant par la diffusion de films de tous genres, réalisés avec des budgets limités. Il permet ainsi de mettre en lumière plus d'une quarantaine de films sélectionnés parmi plusieurs centaines au niveau international. Il a également créé le prix du scénario l'an dernier afin d'accompagner les jeunes talents.

Au-delà des projections, tous les films sont mis en compétition pour remporter un prix dans une des catégories, court ou long métrage et espoirs (meilleur film, meilleur réalisateur, meilleur acteur, meilleure actrice, meilleure image, meilleure musique, meilleur documentaire, prix du public et prix du jury). Le jury est constitué de professionnels du cinéma issus de l'association, d'invités professionnels français et internationaux et d'un étudiant en école d'art ou de cinéma.

Le festival se déroule sur 4 jours avec une journée dédiée à la pédagogie dans le cadre de masterclass animées par des professionnels et portant sur les métiers du cinéma, Tout au long des 3 autres journées, des échanges avec les équipes des films, les membres du jury et le public sont organisés autour des projections.

L'AFCI est aujourd'hui un acteur qui contribue par sa dynamique au développement de la filière. En effet, le festival SMR13 propose un contenu original et complémentaire à l'offre des festivals déjà organisés sur le territoire, tels que le festival Regard de femme, le festival du film documentaire du mouvement social et de la mémoire ouvrière Le vent se lève, Le meilleur de la Quinzaine des réalisateurs ou encore Zones portuaires – Rencontres Internationales Cinéma et Villes Portuaires. Cet événement renforce l'attractivité du territoire - Terre de tournages et de création, en attirant de nouveaux professionnels (équipes de tournage et sociétés de production internationales) susceptibles de tourner sur le territoire et d'y installer leur activité. En outre, cet ancrage

territorial participe à la création d'activités et d'emplois, ainsi qu'à la valorisation de la filière auprès de la population

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention spécifique d'un montant de 15 000 € au titre de l'exercice 2021.

Conformément au Règlement budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80 % de la subvention votée. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique d'un montant de 15 000 euros au titre de l'exercice 2021 à l'Association Française du Cinéma Indépendant.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

6. N°2021-023-Attribution d'une subvention spécifique à l'Association Plus Belles les Luttas au titre de l'exercice 2021

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, de contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'échelle du Pays de Martigues, la filière s'appuie sur des outils structurants, avec un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias). Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues qui accueille près de 130 tournages par an, a mis en place des outils dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, leur permettant ainsi de participer à son développement.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel qu'il met en place en direction des professionnels et de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Plus Belles les Luttas, association loi 1901, souhaite organiser, la 5ème édition du festival des films documentaires sociaux « Le Vent se lève ». Ce festival se tiendra, si le contexte

sanitaire le permet, durant 5 mois avec une dizaine de dates de projections et temps forts et dans le cadre de la journée internationale de lutte des femmes en mars 2022. Les projections se dérouleront dans les cinémas d'art et essai La Cascade et le Renoir à Martigues et Le Méliès à Port-de-Bouc.

Une dizaine de films documentaires sera diffusée, suivie de rencontres et de débats entre les réalisateurs et producteurs et les spectateurs, avec la participation d'un large tissu associatif et syndical, les CE des entreprises du pourtour de l'étang de Berre et d'une façon générale les acteurs économiques du territoire.

L'objectif est, grâce à la diffusion de films documentaires qui évoquent des luttes sociales actuelles ou passées, ou encore la mémoire ouvrière, de définir de nouveaux paradigmes économiques et industriels, à partir des droits sociaux des salariés, mais surtout de mettre en valeur des producteurs et réalisateurs indépendants, dont les œuvres sont peu accessibles au grand public.

L'Association Plus Belles les Luites est aujourd'hui un acteur qui contribue par sa dynamique au développement et à l'essor de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. En effet, le festival Le Vent se lève propose un contenu original et complémentaire à l'offre des festivals déjà organisés sur le territoire, tels que le festival Regard de femme, le festival SMR13, Le meilleur de la Quinzaine des réalisateurs ou encore Zones portuaires – Rencontres Internationales Cinéma et Villes Portuaires. Cet événement renforce l'attractivité du territoire - Terre de tournages et de création et participe à la valorisation de la filière et des professionnels auprès de la population.

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention spécifique d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2021.

Conformément au Règlement budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80 % de la subvention votée. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-

verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du

Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique d'un montant de 20 000 euros au titre de l'exercice 2021 à l'Association Plus belles les luttas.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

- 7. N°2021-024-Approbation d'une convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la réalisation de travaux de compétences « eaux pluviales », « eau potable » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » dans le cadre de diverses opérations situées sur le territoire de la commune de Martigues.**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eaux pluviales, d'eau potable et de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) depuis le 1^{er} janvier 2018.

Par délégation du Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de

compétence en matière d'eaux pluviales, d'eau potable et DECI.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voiries, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Afin de permettre la continuité des opérations, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux travaux objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci.

La commune de Martigues réalisera des travaux sur le réseau d'eaux pluviales, d'eau potable et DECI sur les chantiers suivants :

- Allée de la Belette
- Mas de Pouane - tranche 2
- Rue Feder
- Aménagement du port des Tamaris
- Cola Pradines
- Abords du collège Pagnol

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire du Pays de Martigues la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux au bénéfice de la commune de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation de travaux sur le réseau d'eaux pluviales, eau potable et DECI par la commune de Martigues.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues, en section d'Investissement :
 - o Pour la compétence Eaux pluviales : 720.820 € TTC - n° 2018610200 et l'imputation nature 4581186102 fonction 734 ;
 - o Pour la compétence DECI : 5.000 € TTC - opération budgétaire 2018610300, nature 4581186103, fonction 76, sous-politique A476 ;
- sur le budget annexe de la régie des eaux du Territoire du Pays de Martigues, en section d'Investissement pour un montant de 40.000 € TTC – opération budgétaire 2017600900, nature 2315.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

- 8. N°2021-025-Approbation d'une convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage relative à la réalisation de travaux de compétence « eaux pluviales » dans le cadre de diverses opérations situées sur le territoire de la commune de Port de Bouc.**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-

Provence est compétente en matière d'eaux pluviales depuis le 1^{er} janvier 2018.

Par délégation du Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eaux pluviales.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voiries, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Afin de permettre la continuité des opérations, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux travaux objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci.

La commune de Port de Bouc réalisera des travaux sur le réseau d'eaux pluviales sur les chantiers suivants :

- Comtes - av Croizat
- Rue Van Gogh
- Chemin des termes
- impasse de Fos
- rond point de la république
- Grand Colle
- Création piste cyclable gare/camping Bottai
- Cour centre social Mandela, rue Esposito
- Création d'un nouveau cimetière

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire du Pays de Martigues la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux au bénéfice de la commune de Port de Bouc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation de travaux sur le réseau d'eaux pluviales par la commune de Port de Bouc.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues, en section d'Investissement pour un montant de 303.542 € TTC - n° 2018610200 et l'imputation nature 4581186102 fonction 734.

Article 3:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

- 9. N°2021-026-Approbation d'une convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage relative à la réalisation de travaux de compétences « eaux pluviales » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » dans le cadre de diverses opérations situées sur le territoire de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eaux

pluviales et de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) depuis le 1^{er} janvier 2018.

Par délégation du Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eaux pluviales et DECI.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voiries, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Afin de permettre la continuité des opérations, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux travaux objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci.

La commune de Saint-Mitre-les-Remparts réalisera des travaux sur le réseau d'eaux pluviales et de défense incendie sur les chantiers suivants :

- Création d'un réseau pluvial par création d'ouvrage - Allée plage d'Arthur - Quartier de Massane
- Aménagement du Parking du Don du Sang
- Création d'un réseau pluvial Allée Léonard de Vinci
- Création d'un réseau pluvial Allée des Frères Lumière / allée Thomas Edison
- Aménagement de l'impasse Sainte Victoire

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire du Pays de Martigues la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux au bénéfice de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation de travaux sur le réseau d'eaux pluviales et le déplacement d'un poteau incendie par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues, en section d'Investissement :

- Pour la compétence Eaux pluviales : 440.599 € TTC - n° 2018610200 et l'imputation nature 4581186102 fonction 734 ;
- Pour la compétence DECI : 5.367 € TTC - opération budgétaire 2018610300, nature 4581186103, fonction 76, sous-politique A476.

Article 3:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

10. N°2021-027-Nouveau règlement intérieur de l'aire de stationnement métropolitaine de Bargemont à Martigues

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM a conféré de nouvelles compétences obligatoires aux communautés urbaines dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage » et a créé au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence. Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence et a autorité sur la totalité de son territoire en matière d'aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage.

Afin d'actualiser les règles de fonctionnement de l'Aire d'Accueil de Bargemont à Martigues, il est proposé d'approuver un nouveau règlement intérieur. L'objet de ce règlement intérieur est de fixer les règles de fonctionnement de l'Aire d'Accueil, de définir les droits et les obligations des personnes accueillies.

Ce règlement intérieur comprend les conditions et refus d'admission, les conditions d'occupation, les horaires d'ouverture, la durée du séjour, la tarification des places et de la redevance d'occupation des places, des fluides, du dépôt de garantie, le respect des règles d'hygiène et de sécurité, le respect des règles de vie collective, la scolarisation des enfants ainsi que les sanctions et pénalités encourues en cas de dégradations, ainsi qu'une liste non limitative des incidents et des actions relatifs à l'irrespect du règlement intérieur donnant lieu à des interdictions de séjour ou à des pénalités financières.

Le présent règlement intérieur est accepté et contresigné par tout utilisateur de l'Aire d'Accueil qui devra le respecter et le faire respecter à ses proches.

Il est annoté que l'accès à l'Aire d'Accueil Métropolitaine des Gens du Voyage est effectué par le personnel de l'organisme gestionnaire, dans la limite des places disponibles. Il est réservé à tout voyageur détenteur d'une pièce d'identité et de documents désignés dans le règlement intérieur.

L'accès à l'Aire d'Accueil est également subordonné au paiement des éventuelles dettes contactées lors de précédents séjours.

L'accès illicite en dehors des heures d'ouverture donne lieu à une pénalité.

L'admission sur l'Aire d'Accueil peut être refusée par le gestionnaire lorsqu'un des membres de la famille, ou toute personne placée sous sa responsabilité pour les motifs désignés dans le règlement intérieur, a lors d'un précédent séjour provoqué des troubles sur l'aire d'accueil, détérioré des biens mis à disposition ou nécessaires au fonctionnement de l'aire d'accueil ou fait l'objet de plusieurs rappels au règlement intérieur, d'une mise en demeure restée sans suite ou d'une décision

d'expulsion.

L'accès à l'Aire d'Accueil de Bargemont autorise le stationnement durant un temps limité et moyennant une redevance strictement définie.

Seules les familles ayant des véhicules en état de marche, conformément à l'Article 1 du décret 72-37 du 11 janvier 1972 permettant un départ immédiat, peuvent séjourner sur l'Aire d'Accueil.

Chaque famille admise sur l'Aire d'Accueil doit occuper exclusivement la place qui lui est attribuée.

Les horaires d'accueil et d'ouverture et de fermeture de l'Aire affichés à l'entrée du bureau d'accueil, doivent impérativement être respectés par les voyageurs.

La durée maximale de séjour doit être obligatoirement respectée.

L'Aire d'Accueil est ouverte toute l'année sauf en cas de travaux pour sécurité.

Un dépôt de garantie est versé pour chaque emplacement dès l'arrivée sur l'aire de stationnement. Le tarif est fixé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En parallèle, l'acquittement d'une redevance d'occupation de la place est demandé.

Le paiement des fluides se fait par anticipation et correspond à la consommation réelle. Des compteurs individuels permettent de connaître les consommations de chaque famille.

Une seule caravane peut stationner sur l'emplacement. Les occupants doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité et doivent se conformer aux règles de sécurité.

Le gestionnaire accompagne et/ou assiste les familles dans le cadre de la mise en œuvre des démarches administratives nécessaires à l'inscription des enfants dans les établissements scolaires.

Le respect des règles de vie collective doit être rempli.

Le règlement intérieur est communiqué aux voyageurs avant toute occupation. Son respect est automatique dès l'accès à un emplacement sur l'Aire d'Accueil.

Le stationnement ne sera plus autorisé en cas de dégradations sur les installations et de non remboursement des frais occasionnés par les réparations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la Citoyenneté ;
- La délibération n° HN 009-17/07/20 CM en date du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'adopter un nouveau règlement intérieur sur l'Aire d'Accueil de Bargemont à Martigues pour les Familles de Voyageurs notamment du fait de l'installation d'un système de prépaiement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouveau règlement intérieur et ses annexes de l'Aire d'Accueil des gens du voyage de Bargemont – 13500 Martigues dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} novembre 2021.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

11. N°2021-028-Présentation du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau et l'assainissement dont les collectivités ont l'obligation de présenter.

Les dispositions du présent décret s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation du service public.

Les indicateurs techniques et financiers, figurant obligatoirement dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public, sont définis dans les décrets n° 95-635 du 6 mai 1995 et n° 07-675 du 2 mai 2007.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le respect de la législation en vigueur pour le Territoire du Pays de Martigues

Délibère

Article Unique :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de l'eau et l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues.

12. N°2021-029-Présentation du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés dont les collectivités ont l'obligation de présenter.

Les dispositions du présent décret s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation du service public.

Les indicateurs techniques et financiers, figurant obligatoirement dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public, sont définis dans le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le respect de la législation en vigueur pour le Territoire du Pays de Martigues

Délibère

Article Unique :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays de Martigues.

Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Métropole

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République reprises par l'Article L.5218-7 du Code CGCT, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi, par courrier, le Conseil de Territoire pour avis sur les rapports listés ci-dessous :

Finances, Budget, Patrimoine et administration générale

1. Avis n°2021-039-Budgets annexes - Territoire du Pays de Martigues - Affectation des résultats de l'exercice 2020

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 4 juin 2021.

Cet arrêté des comptes permet de déterminer :

- Le résultat de clôture de la section de fonctionnement (d'exploitation), constitué par le résultat comptable constaté à la clôture de l'exercice, auquel se rajoute les résultats antérieurs de clôture ;
- Le solde d'exécution de la section d'investissement, laissant apparaître un besoin/ ou un excédent de financement de la section ;
- Les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes, qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

Le besoin de financement de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste, une fois le résultat de fonctionnement arrêté et constaté lors de l'approbation du compte administratif, à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu en section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation des résultats de l'exercice 2020 sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2020		Résultats de clôture	Résultats de clôture	Restes à Réaliser	Résultats cumulés	Part affectée à	Solde maintenu en
	Fonctionnement / Exploitation	Investissement	Fonctionnement (Exploitation) 2020	d'Investissement 2020 (B)	en Recettes 2020 (C)	Investissement 2020 (B+C)	l'Investissement 2021 (D)	section de Fonctionnement (Exploitation) (A-D)
Budget Assainissement	152 796,13	-320 121,36	1 290 859,73	938 672,56	0,00	938 672,56	416 997,00	873 862,73
Budget Eau	-173 638,15	1 896 544,76	2 211 682,85	4 054 009,55	0,00	4 054 009,55		2 211 682,85

Le résultat de clôture de fonctionnement 2020 du Budget annexe « Assainissement » tel que présenté ci-dessus intègre la correction de l'erreur de 0,60 euros de reprise du résultat de fonctionnement 2019 affecté en 2020 au financement de la section de fonctionnement de ce budget et telle que mentionnée dans la délibération n°FBPA 020-10096/2/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le Compte Administratif 2020 des Budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues.

Le résultat de clôture de fonctionnement 2020 du Budget annexe « Eau » tel que présenté ci-dessus intègre la correction de l'erreur de 1,14 euros de reprise du résultat de fonctionnement 2019 affecté en 2020 au financement de la section de fonctionnement de ce budget et telle que mentionnée dans la délibération n°FBPA 020-10096/2/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le Compte Administratif 2020 des Budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 020-10096/2/21/CM du Conseil de Métropole du 4 juin 2021 approuvant le Compte Administratif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Il convient de corriger la discordance dans la reprise du résultat 2019 du Compte Administratif 2020 du Budget annexe « Assainissement » par rapport au Compte de Gestion 2020.

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement étant de 1 290 859,73 euros et non de 1 290 859,13 euros.

Emet un avis favorable sur l'affectation de l'excédent de fonctionnement du budget annexe Assainissement comme suit :

Budget Annexe Assainissement :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 1 290 859,73 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement s'élève à 938 672,56 euros.

Il est proposé d'affecter en section d'investissement un montant de 416 997,00 euros, prélevé sur l'excédent de la section d'exploitation, en dotation complémentaire en réserve.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2021 à l'émission d'un titre de recette au compte 1068, « *Autres réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 873 862,73 euros est maintenu en section d'exploitation et porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser s'élève à 938 672,56 euros et est inscrit sur la ligne

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 311 683,99 €	2 311 683,99 €

budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget supplémentaire 2021 en recettes.

Il convient de corriger la discordance dans la reprise du résultat 2019 du Compte Administratif 2020 du Budget annexe « Eau » par rapport au Compte de Gestion 2020.

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement étant de 2 211 683,99 euros et non de 2 211 682,85 euros.

Emet un avis favorable sur les inscriptions budgétaires suivantes :

Budget Annexe Eau :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 2 211 682,85 euros, qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du budget supplémentaire 2021.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 4 054 009,55 euros qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section

d'investissement reporté » du budget supplémentaire 2021.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

2. Avis n°2021-040-Budgets annexes - Territoire du Pays de Martigues - Adoption des budgets supplémentaires 2021

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues pour l'exercice 2021.

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats et les restes à réaliser constatés au Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Budget Annexe Eau

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	4 035 476,54 €	4 035 476,54 €

• Budget Annexe Assainissement :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	98 000,00 €	98 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	968 359,73 €	968 359,73 €

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération FBPA 024-9126/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération FBPA 029-10105/21/CM du 04 juin 2021 approuvant la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'intégration des restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent des budgets annexes « Eau » et « Assainissement » du Territoire du Pays de Martigues aux Budgets Supplémentaires 2021 de ces deux budgets.

Emet un avis favorable sur l'adoption des Budgets Supplémentaires 2021 des budgets annexes « Eau » et « Assainissement » du Territoire du Pays de Martigues

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Transports, Mobilité durable

3. Avis n°2021-041-Dénomination du Pôle d'Echanges Multimodal de transport situé sur la commune de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre, elle a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de

lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Martigues.

Ce nouveau Pôle d'échanges Multimodal est implanté dans le quartier de l'Hôtel de Ville, à proximité du centre administratif et du centre-ville de Martigues sur une parcelle communale mis à disposition de la Métropole par la Ville de Martigues.

Depuis le 30 août 2021, il accueille les bus urbains et interurbains et permet de répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser les relations entre les différents modes de déplacement : lignes urbaines structurantes, lignes express interurbaines, lignes de bus de desserte locale, navettes maritimes, modes actifs, Véhicules légers,
- Améliorer l'attractivité des transports en commun en offrant aux usagers des espaces d'accueil de qualité (hall d'attente, billettique, information, services...),
- Disposer de locaux administratifs et de services adaptés pour le personnel commercial et d'exploitation.

Le coût de l'opération s'élève à 3 300 000 euros Hors Taxes financés par le Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la participation de :

- L'Union Européenne au titre du programme FEDER 2014-2020 à hauteur de 900 000 euros,
- L'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) à hauteur de 288 427 euros
- La Région Sud au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial à hauteur de 330 000 euros.

La Ville de Martigues a sollicité la Métropole pour que ce pôle d'échanges puisse être dénommé « Pôle d'Echanges multimodal Danielle CASANOVA » du nom de la résistante, fondatrice de l'union des jeunes filles de France, déportée aux cotés de 230 autres codétenus et décédée à Auschwitz en 1943 qui a consacré sa vie à défendre la voix des femmes au sein de la lutte pour la paix et les droits humains.

En vertu de l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dénomination d'un tel équipement relève de la compétence de l'organe délibérant ; cette dénomination doit également être conforme à l'intérêt public local et respecter le principe de neutralité du service public

C'est le cas de la dénomination proposée qui vise à inscrire de manière significative la place des femmes dans l'espace public et marquer la

reconnaissance de la lutte pour l'égalité femme homme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu d'attribuer une dénomination au Pôle d'Echanges Multimodal de Martigues conforme à l'intérêt public local et au principe de neutralité du service public ;
- Que la dénomination proposée par la Ville de Martigues vise à inscrire de manière significative la place des femmes dans l'espace public et marquer la reconnaissance de la lutte pour l'égalité femme homme

Emet un avis favorable sur l'approbation de la dénomination du Pôle d'Échanges Multimodal de Martigues comme suit :

« Pôle d'Échanges Multimodal Danielle CASANOVA »

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohésion sociale, habitat, logement

4. **Avis n°2021-042-Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Développement Durable de Port-de-Bouc - Approbation d'une convention cadre avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP Provence) pour le préfinancement des subventions accordées aux propriétaires et copropriétés en difficulté pour la réalisation de travaux**

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° DEVT 003/2084/14/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) a approuvé la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Développement Durable » sur le centre-ville de Port-de-Bouc, signée avec l'Etat, l'ANAH, la Région, le Département et la Ville de Port-de-Bouc.

Cette OPAH répond à trois enjeux :

- Augmenter le reste à vivre des habitants par la diminution des charges énergétiques,
- Améliorer l'attractivité des quartiers,
- Résoudre les situations juridiques complexes.

Les objectifs opérationnels de l'OPAH sont évalués à 230 logements minimum (100 logements occupés par leurs propriétaires, 50 logements appartenant à des bailleurs privés et 80 logements en copropriété).

La Métropole souhaite faciliter et améliorer la mise en œuvre des programmes de travaux des propriétaires et copropriétés bénéficiant des subventions définies dans le cadre de l'OPAH.

En effet, bien que les projets travaux soient subventionnés, les (co)propriétaires doivent faire l'avance d'une partie des fonds ce que leur trésorerie ne permet pas toujours. C'est dans ce but que la SACICAP Provence est sollicitée pour accompagner financièrement par un régime de préfinancement des subventions cette OPAH.

Cette mobilisation financière de la SACICAP s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu le 19 juin 2018 entre PROCIVIS et l'Etat.

L'effort de chaque SACICAP a pour limite ses propres moyens et éventuellement les moyens qu'elle aura pu mobiliser auprès d'autres SACICAP dans le cadre de l'exécution de la convention cadre « Missions sociales 2018/2022 » signée le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État.

Il est ainsi proposé de signer une convention cadre visant à répondre aux enjeux et aux objectifs fixés par l'OPAH « Développement Durable » de Port-de-Bouc en partenariat avec la SACICAP en définissant les modalités du préfinancement des subventions de la Métropole, mais également de la Région et du Département dont elle fait l'avance.

Ce préfinancement des subventions par la SACICAP apportera des solutions aux

ménages fragiles et en difficulté qui pourront ainsi réaliser leur projet plus sereinement.

Cette convention fixe les objectifs poursuivis, la qualité et les conditions d'éligibilité des bénéficiaires, les engagements respectifs des SACICAP et de la Métropole, les modalités pratiques de versement du préfinancement et de son remboursement ainsi que les conditions de suivi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 003/2084/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat « Développement Durable » sur Port-de-Bouc ;
- La convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat « Développement Durable » de Port-de-Bouc reçue au contrôle de légalité 07 juin 2017 et signée le 27 juillet 2018
- La lettre de saisine de la de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé prévoit des mesures incitatives pour accompagner les propriétaires privés et les syndicats dans la mise en œuvre de travaux de réhabilitation pérenne ;

- Que l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat « Développement Durable » mise en place vise au traitement de 230 logements ;
- Qu'il convient de faciliter la trésorerie des (co)propriétaires en difficulté qui s'engagent dans un programme de travaux afin de mener à terme ces projets ;
- Que la mobilisation financière de la SACICAP s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la convention « Missions sociales 2018-2022 » signée le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention cadre entre les SACICAP Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les modalités de préfinancement des subventions octroyées par la Métropole, la Région et le Département aux (co)propriétaires en difficulté dans le cadre de l'OPAH « Développement Durable » mise en place sur le centre-ville de Port-de-Bouc pour atteindre les objectifs visés par cette opération durant toute sa durée.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

5. Avis n°2021-043-Autorisation préalable de mise en location des logements privés sur le centre-ville de Martigues (Permis de louer) - Définition des typologies de logements concernées

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville de Martigues s'inscrit dans la lutte contre l'habitat indigne et a sollicité la Métropole pour mettre en place le dispositif d'autorisation préalable de mise en location qui sera opérationnel à compter du 15 novembre prochain.

Compte tenu de la typologie du parc privé dans le périmètre désigné par la Ville de Martigues soit 1 918 logements locatifs privés, il est envisagé d'inclure dans la procédure uniquement certaines catégories de logements.

En effet, afin de cibler les contrôles aux logements locatifs les plus concernés par des problématiques de dégradation, la Ville de Martigues souhaite circonscrire les demandes d'autorisation préalable de mise en location aux logements de type studio, type 1 et type 2 dans

le périmètre initialement proposé et validé lors du Conseil de la Métropole du 15 avril dernier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-366 pour l'accès au Logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 ;
- La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018
- Le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- L'arrêté du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location de logement ;
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 08 avril 2021 ;
- La délibération n° CHL 006-9885/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 portant approbation de la mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés sur les centres-villes de Martigues et Port-de-Bouc ;
- La décision n° 2021-001 du 26 mai 2021 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues portant approbation de deux conventions de partenariat entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et les Villes de Martigues et Port-de-Bouc en vue de la

mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés ;

- La lettre de saisine de la Métropole ;
- La délibération n° 21-162 du 29 juin 2021 du Conseil Municipal de la Ville de Martigues portant instauration à titre expérimental du dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés sur le périmètre du centre ancien de Martigues à compter du 15 novembre 2021 – Convention de partenariat commune de Martigues/Métropole AMP – Années 2021/2023 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Martigues a fait part de sa volonté de mettre en place le dispositif du permis de louer sur son territoire communal ;
- Que la Ville de Martigues souhaite réduire le dispositif à certaines catégories de logements ;
- Que la Ville de Martigues souhaite que seuls les logements de type studio, type 1 et type 2 seraient concernés par ce dispositif ;

Emet un avis favorable sur le dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés sur le centre-ville de Martigues uniquement les logements de type studio, type 1 et type 2.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement

6. Avis n°2021-044-Vente à la SCI STRUCTURA des parcelles de terrain constituant les lots N°10 et N°11 du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités du Parc des Etangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la

Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 24 octobre 2019 N°URB 021-6938/19/BM° la vente des lots N°10 et N°11 à Messieurs les Docteurs J. D'AGOSTINO, E. MARZANO, G. SOJOD pour la réalisation d'un centre pour la prévention et la lutte contre l'obésité.

La vente n'a pas pu se réaliser en raison d'une part du dépassement du terme de la promesse de vente préalablement fixé au 30 juin 2021, et d'autre part du changement de statut des acquéreurs désormais associés dans la SCI STRUCTURA.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles de terrain non bâties cadastrées AO 284 et AO 285, d'une superficie totale de 3 102 m² composant les lots N°10 et N°11 du Parc des Étangs sis sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

La SCI STRUCTURA souhaite s'implanter sur le Parc des Étangs en vue de réaliser un centre pour la prévention et la lutte contre l'obésité avec création de bureaux, d'une piscine, salle de cuisine, salle de réunion, espace de convivialité.

Ce bien appartient au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SCI STRUCTURA a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, des parcelles désignées ci-dessus.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'État a évalué la valeur vénale de ce bien à 256 845.6 € T.T.C. (deux cinquante-six mille huit cents quarante-cinq euros soixante centimes toutes taxes comprises).

La SCI STRUCTURA a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

-Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13098001

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 27 mai 2021,
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession des lots N°10 et N°11 dans le Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la SCI STRUCTURA de réaliser un centre pour la prévention et la lutte contre l'obésité.

Emet un avis favorable sur l'annulation de la délibération du 24 octobre 2019 N°URB 021-6938/19/BM.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la vente des lots N°10 et N°11 du Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts à la SCI STRUCTURA cadastrées AO 284 et AO 285, d'une superficie totale de 3 102 m² pour un montant de 256 845,60 euros TTC.

Maître Bellanger en l'office notarial de Martigues et le notaire du choix de l'acquéreur sont désignés pour rédiger l'acte authentique en résultant.

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de Messieurs de la SCI STRUCTURA

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole, chapitre 77, nature 775

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité

- 7. Avis n°2021-045-Demande de subvention de fonctionnement relative à la gestion de la Réserve**

naturelle régionale « Pourra-Domaine du Ranquet » Année 2022.

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réserve naturelle régionale « Pourra-Domaine du Ranquet » a été classée par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 6 mars 2020.

Dans la continuité de sa mission de gestion de l'étang du Pourra, la Métropole Aix-Marseille-Provence territoire du Pays de Martigues est désormais gestionnaire de la réserve naturelle régionale « Pourra-domaine du Ranquet » en cogestion avec le Conservatoire du Littoral et les communes de Saint-Mitre-les-Remparts et de Port-de-Bouc.

Pour assurer la gestion de la réserve, la Métropole Aix-Marseille-Provence a recruté un conservateur qui a pour mission l'élaboration du plan de gestion et la mise en œuvre des actions définies.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur finance à 60% la rémunération du conservateur, avec un plafond de 30 000 euros.

Afin de bénéficier de ce financement pour l'année 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit déposer une demande de subvention de fonctionnement auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réserve naturelle régionale « Pourra-Domaine du Ranquet » constitue un patrimoine naturel exceptionnel dans la Métropole
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence territoire du Pays de Martigues est gestionnaire référent de la réserve naturelle régionale
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter des aides financières auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Emet un avis favorable sur l'autorisation à solliciter les aides financières auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Les recettes seront inscrites au Budget Principal 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature 7472

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral

8. Avis n°2021-046-Présentation du Compte Rendu d'Activité 2020 de la Concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de Canto-Perdrix à Martigues a été aménagée en 1974. Un réseau de chauffage urbain, aussi appelé réseau de chaleur, a été réalisé, permettant désormais de fournir l'énergie nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire pour un grand nombre de logements, de deux écoles, d'un hôpital, d'un centre commercial et d'un centre de secours au sein de ce quartier.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz. En 1996, l'installation de moteur de cogénération a permis, à partir du gaz naturel, de produire conjointement de la chaleur destinée au réseau et de l'électricité vendue à EDF.

Initialement, l'exploitation de ce réseau a été confiée à la Société MONTENAY, puis en 1992

à la Société COMETHERM, et en 1999 à la Société DALKIA à travers des contrats de concession successifs.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} novembre 2008. La société Dalkia a été retenue et a créé la filiale dédiée C.P.E. (Canto-Perdrix Production Energétique) en 2009.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur de la ZAC de Canto-Perdrix lui a alors été transféré par la Commune de Martigues.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Canto-Perdrix Production Energétique, a remis à la Métropole les comptes rendus d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2020.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains, jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès verbal n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 08-298 du Conseil Municipal de la Ville de Martigues en date du 27 juin 2008 portant approbation

de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à la société DALKIA France ;

- La délibération n° 09-210 du Conseil municipal de la Ville de Martigues en date du 3 juillet 2009 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix établi entre la Commune de Martigues et la société "Dalkia France" et la société "CANTOPERDRIX Production Energétique" ;
- Les rapports du délégataire transmis par la Société "Canto-Perdrix Production Energétique" ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de la Concession de gestion du réseau de chaleur de Canto-Perdrix pour l'exercice 2020 a été remis par la Société "Canto Perdrix Production Energétique", titulaire dudit contrat de concession.

Emet un avis favorable sur la présentation du Compte Rendu d'Activité de la Concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix pour l'exercice 2020, remis par « Canto Perdrix Production Energétique ».

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

9. Avis n°2021-047-Approbation du rapport annuel 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain et des six rapports annuels 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement des Conseils de Territoire métropolitain

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes

dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel de la Présidente sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 02 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ces dits services.
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Bureau de la Métropole et mis à disposition du public.

Emet un avis favorable sur l'approbation du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes pour l'exercice 2020.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Informations

Informations diverses du Président du Conseil
de Territoire aux conseillers territoriaux

- Décision n° 2021-002 - Convention entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conservatoire du Littoral, les communes de Port-de-Bouc, de Saint-Mitre-les-Remparts et la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues, relative à la gestion de la Réserve naturelle régionale du « Pourra-Domaine du Ranquet »

Informations de la Métropole

Rapports inscrits à l'ordre du jour du Bureau et
du Conseil de la Métropole du
7 Octobre 2021 pour information

Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les communes membres - Approbation de tranches complémentaires des coûts de la prestation de service, et des conditions d'intervention au profit des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des communes membres

Approbation d'une convention de financement entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'étude "schéma d'armature ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence" - CPER 2015-2020

Organisation d'une mutualisation d'outils numériques avec les communes membres dans le cadre de la dématérialisation des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) - Approbation d'une convention type avec les communes membres

Bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2020 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Rapport Annuel 2020 sur le Prix et la Qualité du Service Prévention et Gestion des Déchets Métropolitains
